

CHAPITRE XI

LA GREVE

AU cours des deux premières années de mon séjour en Russie soviétique, on ne m'avait pas ménagé les surprises ; cependant, je n'aurais jamais cru que j'aurais un jour, dans la patrie des travailleurs, dans la maison même du prolétariat victorieux, l'occasion d'être témoin d'une grève. Une grève de plus de dix mille ouvriers, durant plusieurs semaines, avec ses accessoires habituels : comités, slogans, pamphlets et, bien entendu, ses « jaunes » — une grève dans toute l'acception du mot, ressemblant comme une sœur à celle de 1912, dans les mines sibériennes de la *Lena Goldfield Company*, où la police tsariste avait mitraillé les manifestants comme les communistes devaient le faire en 1953.

Assurément, cette grève n'aurait pas été possible sans l'activité des groupes clandestins de résistance déjà existants. Ceux-ci lui fournirent le personnel et la base technique indispensable à toute action offensive. Leurs meneurs tantôt prirent la tête du mouvement, tantôt désignèrent les chefs. La grève disposa ainsi d'un mécanisme soigneusement monté et fonctionnant sans heurts.

Eût-elle eu lieu sans le mouvement insurrectionnel de Berlin du 17 juin 1953 ? On ne saurait l'assurer. Avant ce jour, on n'avait jamais envisagé sa possibilité. Nul n'y avait pensé, des prisonniers ou des chefs des groupes de résistance. Tous les préparatifs avaient été faits en prévision d'une guerre. Le 17 juin vint tout changer. Les prisonniers comprirent qu'ils pouvaient agir. Il leur fallut pour cela quelque temps. C'était le prisonnier, cet isolé, qui aurait à supporter tout le fardeau de la grève, jour après jour.

Du 17 juin à la fin de juillet, les esprits fermentèrent. Il est certain du reste que, si les troubles de la zone orientale avaient

conduit à une grève générale, ne fût-elle que de huit jours, Vorkouta se serait immédiatement mis en grève, lui aussi, et sans attendre. La situation était assez tendue ; chacun sentait l'explosion imminente.

Je reposai le vieil exemplaire de l'*Ogoniok* dans lequel j'avais pu contempler la vénérable tête du doyen de Canterbury qui avait, semblait-il, mille choses agréables à dire à l'Union Soviétique. Que ne venait-il nous faire une petite visite ? Il aurait pu se rendre compte, sur place...

C'était par une nuit chaude de juillet 1953. Il était près de minuit. Le séchoir de mon « bloc » était presque vide. Dans un coin, sur une petite table, deux prisonniers jouaient aux dominos. Je pouvais laisser mourir mon feu. Il n'avait pas plu ; il n'y avait rien à sécher.

Je prévins les deux hommes que j'allais voir un ami dans un autre bloc. (Les portes étaient théoriquement fermées, mais, en fait, les gardes les laissaient souvent ouvertes.)

« Ne t'inquiète pas. Nous ferons attention à ce qu'on ne vole rien. »

Je trouvai Georges assis sur un banc, au-dehors.

« Bonsoir, camarade *souchilnik* !

— Bonsoir, collègue ! » me répondit-il.

Georges était ingénieur. Nous étions passés ensemble de brigade en brigade. Nous avions côte à côte creusé les fondations d'immeubles, posé des briques, mélangé le ciment, porté le mortier et déchargé des voitures de bois. Mais tout cela était passé. Nous étions en sûreté. Les années de détention et de travail avaient ruiné notre santé et nous étions sur la liste des indisponibles. Assis sur le banc l'un près de l'autre, nous contemptions la beauté de la toundra dans la nuit claire.

« Un verre de thé ? proposa Georges.

— Avec plaisir. »

A quelques centaines de mètres s'allongeait la route menant à un camp du nord-ouest. Derrière courait la ligne de chemin de fer. A cet endroit, elle bifurquait : une voie menait aux mines et l'autre s'enfonçait dans la toundra. Elle allait finir à un port de l'océan Arctique, à quatre-vingts kilomètres au nord.

« C'est drôle, dit Georges. Depuis hier soir, il n'est pas sorti un seul wagon de charbon de ces puits. On n'y voit pas un signe de vie. Les machines enlèvent des wagons vides et ne ramènent pas de charbon.

— Un incident technique, sans doute.

— Non, je ne crois pas. Un puits, passe encore, mais trois ! C'est impossible. »

Vers une heure et demie du matin, un mineur rentrant annonça qu'une grève avait éclaté au puits n° 7. Il tenait le renseignement d'un mécanicien de locomotive.

La nouvelle nous électrisa. Nous discutâmes de longues heures.

Le lendemain, les détails affluèrent. Ce n'était encore que des *paracha*, des propos récoltés aux cabinets, peut-être provoqués par le N. K. V. D.

Toutefois, c'était bien clair, le puits n° 7 ne sortait plus rien. Les locomotives n'en continuaient pas moins à tirer des rames de wagons pleins. Cela signifiait-il que d'autres puits desservis par la même ligne continuaient à travailler ?

On sut bientôt qu'une grève avait éclaté au puits n° 40, le plus grand et le plus moderne de Vorkouta. Le lendemain, on annonça que les camps voisins de la ville faisaient eux aussi la grève. Ces rumeurs se renforçaient de détails concrets sur les causes du mouvement et la façon dont il était mené. Un travailleur « libre » de la mine, dont la femme était allée dans la journée à Vorkouta, avait confié au chef de la brigade du camp 6 que la grève avait gagné le puits n° 7.

Dans la journée, selon la rumeur, on avait tiré à la sortie du puits n° 40. Il y avait eu des morts et des blessés. Plus tard, le puits n° 8 avait, paraît-il, cessé le travail.

Les puits nos 7, 14/16 et 29 étaient sûrement en grève. De plus, les prisonniers travaillant à la construction de la nouvelle usine électrique avaient abandonné les chantiers.

Evidemment, nous n'avions, au camp, qu'une connaissance très imparfaite de ce qui se passait.

Quelques jours plus tôt, un train de prisonniers venant de Vorkouta était passé à petite vitesse devant notre camp. On avait vaguement aperçu derrière les barreaux les visages des détenus.

« Otkoudà ? (D'où venez-vous ?) avions-nous demandé.

— De Karaganda. »

Continuant sa route, le convoi s'était engagé sur la voie menant au puits n° 7 et s'était arrêté sur une voie de garage.

Le lendemain, il était repassé à vide.

Trois jours plus tard, la grève avait éclaté au puits n° 7. Elle était l'œuvre des prisonniers de Karaganda.

Voici ce qui s'était passé :

Les prisonniers de Karaganda vivaient dans des conditions très supérieures aux nôtres, tant pour le climat qu'à d'autres points de vue. Ils ne connaissaient pas les hivers meurtriers de l'Arctique.

La pénurie de main-d'œuvre sévissant à Vorkouta, où l'on construisait beaucoup et où les malades étaient nombreux, avait décidé le N. K. V. D. à envoyer des renforts. Ils consistaient en prisonniers qui, à Karaganda, avaient vécu sous un régime très libéral ; beaucoup d'entre eux travaillaient à la construction. On avait demandé des volontaires, auxquels on avait promis un meilleur salaire et une « liberté » relative.

A leur arrivée au camp de triage de Vorkouta, ils avaient pu se convaincre qu'on les avait trompés, qu'il n'était pas question de faire d'eux des travailleurs libres : la situation même ne le permettait pas.

La colère des nouveaux venus avait été si vive que, dès leur arrivée, ils avaient décidé de faire grève. Informés officiellement que les autorités de Vorkouta ne se jugeaient pas liées par les promesses faites à Karaganda, ils se mirent à semer le désordre parmi les autres habitants du camp. La situation était favorable. Les anciens de Vorkouta se déclarèrent solidaires des protestataires de Karaganda.

Et c'est ainsi que le camp 7 se mit en grève. Mineurs et travailleurs des chantiers refusèrent de sortir du camp. La grève gagna le camp 14/16 et le camp 29. Le camp 6, le nôtre, fut le quatrième à se joindre au mouvement.

Certains des nôtres, qui avaient appartenu au camp 7, nous en décrivirent l'ambiance. Il se composait d'un mélange d'intellectuels et d'hommes d'action. Sur ce point, il ressemblait plus au camp 9/10 qu'au camp 6. Les prisonniers étaient plus robustes, plus résolus. Tout comme ceux du camp 6, ils étaient une élite, ils représentaient une sélection biologique. En quelques jours, nous pûmes, en esprit, reconstituer les faits tels qu'ils s'étaient déroulés.

Le camp avait d'abord élu un comité officiel de grève qui avait réclamé aux autorités l'envoi immédiat d'un plénipotentiaire par le conseil interministériel de l'Union Soviétique ou par le Politburo. Il refusait de traiter avec tout autre fonctionnaire qu'un délégué spécial du Kremlin.

Les autorités avaient complètement échoué dans leurs efforts pour faire reprendre le travail. Le général Derevianko avait paru à un meeting, où il avait parlé sans succès. Cette réunion n'avait servi qu'à surexciter les esprits. Un orateur avait pris la parole et demandé au général s'il acceptait de demander à Moscou l'envoi d'un représentant du pouvoir central. Sur le refus du général, il avait dissous la réunion en quelques mots.

« Nous n'avons rien à discuter avec vous. Nous voulons traiter avec un représentant de Moscou. »

Une seconde tentative n'avait pas eu plus de succès. Le camp avait été cerné et mis en état de siège.

Toutes les revendications présentées par les comités des camps en grève avaient en commun un point essentiel : les prisonniers demandaient la remise, totale ou partielle, des peines dépassant dix ans de travaux forcés. La forme seule variait.

Certains, par exemple, demandaient la révision immédiate de tous les procès politiques ayant entraîné des condamnations. D'autres réclamaient une réduction considérable des peines prononcées, sans se préoccuper des formes de procédure. Certains réclamaient la « liberté surveillée » et se déclaraient prêts à rester à Vorkouta. Ils acceptaient de reprendre le travail jusqu'à ce que la production eût été placée sur une base nouvelle, soit qu'on attirât à Vorkouta les travailleurs libres par des avantages financiers suffisants, soit qu'on obligeât les membres du Komsomol à faire un an de service dans les mines du Nord. Les exigences les plus radicales étaient présentées par les hommes d'une brigade de construction du camp 14/16 qui, recevant d'un gardien, le second jour de la grève, l'ordre d'aller au travail, lui demandèrent simplement si les barbelés entouraient toujours le camp et déclarèrent qu'ils reprendraient le travail seulement lorsqu'on les aurait enlevés.

Dès le début, les prisonniers surent que le gouvernement ne ferait pas droit à leurs revendications. Mais ils mettaient tout leur espoir dans une sorte de compromis, tel que la réduction d'un tiers ou d'un quart des peines, avec effet rétroactif. Bien peu comprirent qu'il était impossible au pouvoir central de leur accorder, même partiellement, des faveurs de ce genre.

Sitôt la grève déclenchée au camp 7, les autorités firent afficher l'avis suivant dans tous les camps spéciaux de Vorkouta :

- 1° Les baraquements ne seront plus fermés la nuit.
- 2° Les fenêtres ne seront plus grillées.
- 3° Les prisonniers ne porteront plus de numéros au bras gauche ou au genou droit.
- 4° De ce jour, les prisonniers sont autorisés à écrire à leurs familles une lettre par mois, au lieu d'une par an.
- 5° Sur autorisation du général Derevianko, et après avis favorable de l'officier chef de camp, tout prisonnier ayant donné toute satisfaction par son travail et sa conduite pourra recevoir, une fois par an, la visite de sa famille.
- 6° Tout prisonnier a le droit de demander révision de son procès au général Maslennikov, président d'une commission spéciale d'enquête envoyée par Moscou.

Cet avis, transmis par messenger spécial aux camps le deuxième jour de la grève, provoqua une joie générale. Les prisonniers se mirent sans délai à arracher les barreaux des fenêtres et les lourdes barres bloquant les portes, avec force jurons énergiques. On arracha des vêtements les numéros. Quant à la faculté de recevoir des visites, les prisonniers la jugèrent sans intérêt pratique. Qui, de leurs parents ou alliés, serait en mesure de couvrir à ses frais des milliers de kilomètres pour venir les voir quelques heures ? Un tiers des 3.500 prisonniers occupant le camp 6 adressèrent des demandes en révision de leurs procès au procureur général de l'Union Soviétique, le général Roudenko, ancien procureur au tribunal de Nuremberg. Dans tous les cas, la réponse fut la même :

« Votre pétition du... a été examinée et la sentence confirmée. Il n'y a pas lieu à révision. Vous serez libéré à l'expiration de votre peine. »

Il était, de fait, impossible, pour le gouvernement, de renoncer au système du travail forcé ou même de le modifier. C'eût été paralyser l'industrie soviétique en lui retirant un de ses rouages essentiels. Le régime a besoin de matières premières. Les prisonniers employés dans les ministères industriels avant leur arrestation estimaient que la moitié de la production houillère de l'Union et 80 pour cent de l'abattage des bois provenaient de la main-d'œuvre pénale. En d'autres termes, supprimer les camps de travail serait arrêter toute l'activité industrielle de l'Union Soviétique. Le Kremlin est prisonnier de son propre système de prisons.

Pour développer leur industrie aussi vite qu'il est possible — et c'est leur but essentiel — les Soviets doivent tenir la classe ouvrière dans un état voisin de la misère, afin que les fruits de son labeur puissent être investis dans un équipement neuf, moderne. Si le gouvernement russe élevait tant soit peu le niveau de vie incroyablement bas de ses ouvriers, il lui faudrait ralentir son développement industriel. Il est tenu de choisir : sacrifier la classe ouvrière ou sacrifier ses machines. Jusqu'à ce jour, il s'est déclaré en faveur des machines.

Même si le gouvernement avait l'intention de gracier ses prisonniers politiques et de les « libérer » sur place, il lui serait impossible de le faire, à Vorkouta du moins. Comment les logerait-il ? Pour le moment, ils vivent entassés à 80, 100 ou 120 hommes par baraque. Comment concéder, ne serait-ce qu'une chambre pour deux prisonniers et leurs familles ? Il lui faudrait construire 7.500 chambres, programme qui, dans les présentes conditions de Vorkouta, demanderait plusieurs années de travail.

Dans l'état actuel des choses, la ville est déjà surpeuplée. Les

plus grands appartements n'ont que deux pièces, un cabinet et une cuisine et c'est ainsi que le N. K. V. D. loge son aristocratie. Le simple soldat ou le sergent du service intérieur du camp a rarement plus d'une pièce à sa disposition pour lui et sa famille. Les conditions de vie dans les baraquements des gardiens sont souvent plus dures que dans ceux des prisonniers.

Tout cela se résume simplement. Pour des raisons purement économiques, le gouvernement soviétique ne peut pas vider ses camps et renvoyer les occupants chez eux. Il ne peut pas non plus les garder sur place comme travailleurs « libres ». Il n'est pas même en état de loger les « inaptes » ou les libérés et généralement il les garde derrière les barbelés. Si pénibles qu'y soient les conditions de vie, elles sont encore préférables à une liberté qui ne leur apporterait que la misère et la mort. La seule concession que le gouvernement pourrait faire, en témoignage de bonne volonté, serait de renvoyer chez eux les libérés. Pour le moment, ceux-ci ne peuvent que rester à Vorkouta. Ils ont le droit d'y accueillir leurs familles, mais pourraient-ils exiger d'elles qu'elles abandonnent leurs maisons pour aller vivre sous ce climat barbare ?

Notre camp 6 était l'un des plus calmes. On se demandait même s'il se joindrait au mouvement de grève. Et, de fait, ce ne fut que huit jours après avoir reçu des renseignements dignes de foi sur le déclenchement du mouvement dans les autres camps que s'établit, au camp 6, l'ambiance nécessaire à l'action. Pendant toute la semaine, les groupes clandestins avaient fait leurs préparatifs. De son côté, le N. K. V. D. avait tout fait pour paralyser le mouvement en répandant des fausses nouvelles. Le bruit courut qu'une large amnistie était imminente. La grève ne faisait que mécontenter le gouvernement et retarder les mesures de grâce dont nous devions profiter. On nous dit aussi que les grévistes passeraient devant un tribunal d'exception pour s'entendre condamner à vingt-cinq ans de bague supplémentaires. Cette rumeur ne fit évidemment pas grand effet sur ceux qui avaient encore devant eux de longues années de prison.

On nous annonça que les grévistes des autres camps avaient été jugés et fusillés et la nouvelle ne fut pas sans impressionner tous ceux qui tenaient encore à la vie. Mais elle fit long feu quelques jours plus tard quand une énorme colonne de prisonniers passa devant nous, réintégrant le camp 7. Ils nous hélaient au passage :

« Domoï ! Domoï ! (On rentre !) La *peresylka* (camp de transit) est pleine. Il n'y a plus de place pour nous ! »

Ainsi donc, les grévistes étaient tout bonnement emprisonnés.

On annonça alors la suppression du courrier pour tous les grévistes, en vue de les démoraliser. Voyant cependant que ses affaires ne s'arrangeaient pas, le N. K. V. D. procéda à l'arrestation de ceux qu'il regardait comme les meneurs : trois Russes et deux juifs. Cette mesure jetait un jour intéressant sur l'importance du rôle joué par les « moutons » dans les camps. Ils n'approchaient que Russes et juifs et n'avaient pas été capables d'entrer en relations avec les vrais chefs du mouvement clandestin, presque tous Ukrainiens et Lituaniens.

La première mesure prise par le N. K. V. D. avait été d'isoler les camps les uns des autres. Normalement, les transferts des prisonniers d'un camp à l'autre permettaient la circulation des nouvelles. Dès lors, les échanges furent supprimés. Les brigades de travail n'eurent également plus le droit de sortir du camp.

Le premier renseignement précis sur la grève du camp 7 et l'ordre de nous joindre à son action nous vinrent par l'entremise d'un employé de chemin de fer. Un mécanicien pilotant un train de charbon passa le mot à des ouvriers qui travaillaient à la gare de triage :

« Je suis chargé de vous dire de commencer la grève dès que vous le pourrez. Le camp 7 compte sur vous. »

Dans la nuit, le comité clandestin de résistance, où dominait une majorité d'Ukrainiens et de Lituaniens, donne l'ordre de se mettre en grève à l'aube. Les chefs de groupes nationaux le transmettent à leurs hommes. Les instructions sont de ne pas se rassembler pour le *razvod*, l'appel à l'extérieur des baraquements, et de rentrer directement dans les baraquements après le petit déjeuner.

Comme de coutume, le réveil est à cinq heures. Les prisonniers s'habillent et vont à la *stolovaïa*. Pendant qu'ils déjeunent, les soldats barrent le chemin du retour aux baraques et nous contraignent à nous grouper aux alentours du poste de garde pour le *razvod*. Les prisonniers ne font pas de résistance. De leur côté, les gardiens savent fort bien que toute brutalité de leur part entraînerait de graves complications. Ils sont polis, mais fermes. Ils parviennent à rassembler la première équipe dans le voisinage de la porte principale. Les officiers interviennent et tentent d'intimider les grévistes, de les décider à reprendre le travail. On fait l'appel individuel, on demande à chaque prisonnier s'il veut reprendre le travail ou s'il refuse. Les « volontaires » — surtout des techniciens — sont formés en une colonne qu'on dirige vers le carreau de la mine. Enfin, non sans peine, les officiers parviennent à former un second groupe, plus fort, qu'on dirige vers la mine.

En arrivant sur place, les prisonniers refusent d'endosser leurs

vêtements de travail. On a grossi les effectifs des surveillants de service dans la mine. Ils s'efforcent de faire revenir les prisonniers sur leur décision. Celui qui refuse encore est conduit dans une pièce basse et comparait devant un fonctionnaire du N. K. V. D.

« Pourquoi ne voulez-vous pas travailler ? » demande-t-il.

Les prisonniers font des réponses évasives, qui se résument assez bien en une seule. Le plus grand nombre répliquent : « Parce que les autres ne travaillent pas non plus. »

Le fonctionnaire, un officier de la police militaire, a pris place à son bureau devant un grand livre ouvert dont les pages sont coupées en deux par un gros trait vertical. Dans la première colonne, on porte les noms de ceux qui refusent de travailler et, dans la seconde, les noms des autres. Il cherche à obtenir des signatures. Les prisonniers sentent fort bien que, de toute façon, on prendra les noms des grévistes, et ils refusent. Quelques-uns d'entre eux se cachent aux alentours du puits et les gardiens leur donnent la chasse. Dans la soirée, mon ami Sérioja me confie :

« J'ai joué toute la journée au gendarme et au voleur. »

Instruite par l'expérience, l'équipe du soir refuse d'aller déjeuner à la *stolovaïa*. Les brigades envoient des hommes chercher le pain et on met à contribution les provisions personnelles, bien maigres : sucre, bonbons, margarine. Les Lituaniens — fait inouï dans les annales du camp — partagent leur lard avec les autres, preuve flagrante de solidarité.

Au bout d'une heure, trois gardiens viennent nous sommer de travailler. Ils se montrent très polis. On leur a donné l'ordre de tenter un dernier effort. Ils obéissent, tout en sachant bien que leur tentative est vouée à l'insuccès. Les prisonniers savent que les soldats ne font que leur devoir et ceux-ci se savent compris des prisonniers.

Il s'ensuit un entretien presque cordial. Chacun reste sur ses positions. Les soldats ne demandent pas à connaître les motifs de la grève et les prisonniers s'abstiennent de toute provocation. Les hommes du baraquement ne veulent pas travailler ? C'est bien. Inutile d'insister. Les soldats s'attardent. Les prisonniers comprennent qu'ils ne peuvent pas rendre compte trop vite de l'échec de leur mission. Ils ont l'ordre de convaincre. Leur plaidoyer est muet ; c'est tout.

On leur offre des sièges, qu'ils refusent. Ce serait aller trop loin ! Pour finir, ils se glissent vers la porte et s'y attardent un instant. Les « avenues » du camp sont désertes. Derrière les barreaux des fenêtres des « blocs » voisins, on aperçoit les visages des détenus qui rient et nous adressent des signes d'amitié. Les soldats sor-

tent des autres blocs et referment les portes. Ils ont échoué eux aussi dans leur mission.

« Nou, ladno (1) », dit le dernier soldat, qui remet les lourdes barres de fer de la porte et suit ses camarades. Dans le baraquement, il fait très chaud. Toutes les fenêtres sont ouvertes. Les prisonniers, nus jusqu'à la ceinture, allongés sur leurs lits, lisent, dorment ou boivent de l'eau bouillante. La chaleur monte, se fait étouffante. Trois Ukrainiens relèvent la fenêtre des lavabos, descellent les barreaux et sautent au-dehors. Une trentaine d'hommes les imitent. Ils vont s'asseoir au soleil et contempler la toundra. Le puits n° 7 ne travaille toujours pas. Puis arrive Mironenkov, le sergent-chef des bleus, qui vérifie la fermeture des portes et des fenêtres. Il frappe à la sortie de secours du baraquement voisin qui s'ouvre brusquement. De l'intérieur, une voix demande :

« Alors ? Il y a du nouveau ? »

— Va te faire... ! » jure Mironenkov qui s'aperçoit que la porte a été descellée et ne tient plus. Il va à l'atelier de serrurerie, en rapporte une poignée de longs clous et se met en devoir de refermer la porte.

Puis il se tourne de notre côté :

« Comment avez-vous fait pour sortir ? »

— On était dehors, répond quelqu'un. On voulait rentrer, mais la porte était bouclée. »

Mironenkov « essaye » les barreaux des lavabos qu'on a remis en place. Ils lui restent dans les mains. On lui crie :

« Fais attention. La fenêtre pourrait bien suivre ! »

Le sergent l'enlève.

« Davai ! fait-il. Rentrez, vous autres ! »

On obéit. Mironenkov remet les barreaux en place, enfonce ses clous.

« Tu vois, lui dit quelqu'un. Aujourd'hui, c'est toi qui travailles et nous qui te regardons faire. »

L'ambiance est très « russe », en cet après-midi, comme dans une comédie d'Ostrovsky.

Elle est moins bon enfant dans le baraquement de la ventilation. Il est occupé par la brigade des spécialistes chargés de la ventilation de la mine et dont le rôle est essentiel. Tous les puits de Vorkouta débitent du grisou, et particulièrement le puits n° 6. Sans ventilation, toute exploitation est impossible. De l'attitude de cette brigade dépend la vie même de la mine. Sept soldats viennent demander qu'elle reprenne le travail. Les prisonniers refusent.

(1) Bon !

Au cours de la discussion, un soldat tire un homme par le pied pour le faire lever de son lit. Ses voisins se jettent sur lui et il bat en retraite après quelques horions échangés.

« Vous n'avez pas le droit de nous toucher ! »

L'atmosphère se tend ; les sept gardiens se retirent.

Une demi-heure plus tard, visite du représentant du commandant et du second de l'*operoupolnomotchenny* (1). Le hasard fait que leurs supérieurs sont en permission.

Il s'ensuit un entretien qui dépeint fort bien l'embarras dans lequel se trouvent le gouvernement et ses représentants. Les deux officiers affectent le ton du père morigénant des enfants indociles.

« N'avons-nous pas assez fait pour vous ? Souvenez-vous des débuts, des années terribles d'avant 1948. Nous vous avons fait construire de nouveaux baraquements. La nourriture a été améliorée. L'un de vous peut-il se plaindre d'avoir été maltraité ? frappé ? »

« ... Comprenez donc que la mine est tenue à certains tonnages d'extraction. Si vous ne travaillez pas maintenant, il faudra rattraper le temps perdu... »

Les deux hommes connaissent bien la mentalité du prisonnier. Ils se gardent de menacer. Il faut reconnaître que le représentant du commandant du camp n'est pas haï comme Chiline, son chef. ils font appel aux bons sentiments. De leur côté, les prisonniers comprennent la situation difficile dans laquelle se trouvent leurs interlocuteurs. L'adjoint du commandant risque sa situation et peut-être sa vie, s'il ne parvient pas à juguler la grève. Peut-être le général Derevianko lui a-t-il déjà téléphoné :

« Arrange-toi pour briser la grève. Ta carrière en dépend. »

La brigade de ventilation ne se laisse pas attendrir :

« Nous n'avons rien à vous reprocher, dit un Ukrainien. Nous savons que vous ne nous avez jamais frappés, que vous avez toujours tenté d'améliorer notre sort, que nous n'avons plus faim. Mais ce n'est pas une raison pour que nous acceptions sans protester de faire vingt-cinq ans de bagne. La grève n'est pas dirigée contre vous. Il s'agit d'autre chose. Solidaires de nos camarades, nous lutterons avec eux. »

Le représentant du commandant se retire bredouille.

Des treize camps spéciaux de Vorkouta, cinq font grève. Les autres n'ont pas pu se joindre à nous. Ce qui les en a empêchés, ce sont les mesures préventives qu'a prises le N. K. V. D. instruit

(1) Chef de l'administration politique du camp.

par l'expérience. Ils ont été isolés, privés de toute communication entre eux. Plus d'équipes travaillant à l'extérieur ni de corvées. De plus, on a eu recours à la ruse ou à l'intimidation. Au puits n° 6, les tambours ont tourné trois jours à vide pour faire croire aux voisins que le travail se poursuivait normalement. Les trois camps de femmes de Vorkouta ne se sont pas joints au mouvement non plus : l'éducation politique des prisonnières n'est pas encore assez avancée, bien que certains cas individuels de refus de travail aient été relevés parmi elles.

Les grévistes ont été presque tous concentrés autour du puits n° 11, afin de les mieux isoler. D'autres se sont vu incarcérer à la prison centrale du camp n° 1. Le camp n° 11 est soumis à un régime spécial très dur : douze heures de travail par jour, rations diminuées, pas de salaire, de journaux ni de radio. Les prisonniers sont constamment sous surveillance. Les fenêtres sont grillées ; la nuit, les portes sont fermées.

Le camp n° 11 reste quelques mois camp de représailles. Les grévistes n'extraient de la mine que le charbon nécessaire à la consommation du camp.

Vers la fin de l'automne, le camp est rendu à la vie normale. Les grévistes sont répartis entre les divers camps ; il ne reste sur place que quelques brigades. L'administration est convaincue avoir maté la grève par le régime de terreur auquel elle a soumis pendant quelques mois les plus turbulents. Mais elle se trompe : les grévistes se sont endurcis et les refus de travailler se multiplient, s'étendent, gagnent les autres camps. Au mois de novembre 1953, le camp n° 11 redevient camp de punition et les grévistes y affluent.

Le soir du deuxième jour de grève, j'ai une longue conversation avec Amstislavsky. C'est le type parfait du petit fonctionnaire soviétique : membre du parti, sans idées personnelles, corrompu à souhait. Il y a au camp une centaine de ses pareils : anciens fonctionnaires du parti ou de l'Etat, ex-officiers, ingénieurs ou techniciens. C'est amusant à voir : ils sont consternés. C'est la première fois qu'une grève éclate en Union Soviétique. Elle a éclaté comme une bombe, ébranlant leurs principes, démolissant toute leur belle assurance. Peut-on concevoir cette rébellion voulue, concertée, contre l'autorité ? De quoi demain sera-t-il fait ? Le moindre incident prend dans leur esprit des proportions terrifiantes ; secrètement, ils assurent l'administration de leur dévouement.

« Comment trouvez-vous cette grève ? demandé-je à Amsti-

slavsky. N'est-ce pas merveilleux ? Croyez-vous que Leningrad fera grève aussi, quand lui arriveront les nouvelles de Vorkouta ?

— *Tikho, tikho !* Parlez moins fort ! On pourrait nous entendre. »

Il se tait, puis gémit. Il est effondré. Je poursuis :

« Vous voyez ? L'Union Soviétique adopte elle aussi les méthodes de la lutte des classes ! Cela ne doit pas être pour vous déplaire. »

Il est anéanti, terrifié. Le monde a changé de forme. Il ne reconnaît plus l'Union Soviétique. L'émeute secoue ses convictions. Ce système paraissait pourtant d'une telle stabilité... Et voici qu'il montre les mêmes faiblesses que le régime capitaliste !

Nous avons lu dans la *Pravda* des articles sur les héroïques grévistes des houillères françaises. A eux les vœux des syndicats et du parti communiste. Pour eux, on quête sur tout le territoire de l'Union Soviétique ; on leur envoie de l'argent, des secours, des vivres. Et voici qu'éclate une grève de mineurs dans un pays qui doit la vie aux principes mêmes de Marx, dont la raison même de vie est de libérer l'ouvrier des entraves capitalistes, du joug du capital, de lui rendre la dignité humaine à laquelle il a droit.

Je ne peux m'empêcher d'interroger les fonctionnaires. Ils sont troublés. Il leur faut réviser toutes leurs conceptions politiques. Ce qu'ils ont appris dans les écoles du parti n'a plus de sens.

Un colonel de l'armée soviétique, ancien « métallo », a été fait prisonnier au cours de la dernière guerre et, libéré, s'est vu condamner à dix ans de bagne. Sa brigade refuse de travailler. On l'appelle au bureau du camp. On lui explique ce qu'on attend de lui :

« Arrangez-vous. Remettez vos hommes au travail. »

Il rentre, s'efforce de convaincre sa brigade.

« Nous ne pouvons pas continuer cette grève. Nous vivons dans un pays qui libère le travailleur de l'exploitation capitaliste. »

Un énorme éclat de rire lui répond.

« Il a vaincu le capitalisme, mais pour le remplacer par un régime encore plus insupportable. »

Les prisonniers ont été seuls à faire grève. Cependant, les travailleurs « libres » les ont soutenus, à l'exception, bien entendu, des « aristocrates du régime ». Ces travailleurs « libres » sont, pour la plupart, d'anciens prisonniers ayant purgé leur peine, mais continuant à travailler à la mine comme piqueurs, chefs d'équipe ou artificiers. C'est à peine si leur situation s'est améliorée. Ils sont du côté des grévistes, mais il pèse sur eux un tel régime de terreur qu'ils ne peuvent songer à refuser le travail. Cela leur

coûterait vingt-cinq ans de bagne. D'ailleurs, leur participation au mouvement n'est pas nécessaire ; les mines sont arrêtées. Toutefois, ils manifestent leur sympathie de toutes les façons. Au premier jour de la grève, alors que les gardiens pourchassent les prisonniers, ils aident ceux-ci à se cacher. Ils apportent du tabac, des journaux, des vivres. D'autres donnent de l'argent. Ils souhaitent aussi ardemment que nous l'écroulement du système. En cas de révolte, ils seraient sans aucun doute des alliés sûrs.

Sur les quelque quinze cents mineurs du camp 6, il y a une soixantaine de jaunes. Ils se recrutent surtout parmi les communistes convaincus, les *desiatniki* (1), les surveillants, les brigadiers et les techniciens.

Les grévistes ne cherchent pas à influencer les traîtres. Quand le groupe des jaunes se réunit devant le poste, les gardiens veillent particulièrement à leur sécurité. Ils ont d'assez vilaines figures. On les devine corrompus.

Au début de la grève, le N. K. D. V. avait concentré les jaunes dans deux baraquements, par crainte de représailles de la part des grévistes. Peut-être redoutait-il aussi la contagion... Quand il eut compris que les briseurs de grève n'avaient rien à craindre, ceux-ci reprirent leurs places dans les baraquements. Ils font leur travail et on les ignore.

Au quinzième jour de grève, le général adressa un ultimatum au camp 7 :

« Les grévistes abandonneront le camp et se retireront dans la toundra. Sinon, le camp sera pris d'assaut. »

Les grévistes décident d'obéir à l'ordre de Derevianko. Les portes sont ouvertes et une longue colonne de prisonniers sort du camp. Quelques centaines de mètres plus loin, ils sont entourés par les gardiens qui les parquent comme du bétail. Ils passent un à un devant un groupe composé du général, du chef du N. K. V. D., de ses officiers et de ses espions. Avec l'aide de ces derniers, la sélection s'opère : il s'agit d'isoler les meneurs et les suspects ! Ceux-ci, au nombre de cinq cents environ, sont chargés sur des camions qui les emportent. Le gros de la troupe est ramené au camp. Du coup, les groupes en grève sont désorganisés : les meilleurs éléments manquent. La masse n'a plus de chefs, l'esprit de grève est mort. Le lendemain, le travail reprend.

(1) Surveillants d'équipes ne dépassant pas dix personnes.

Dès le début, tous les camps en grève avaient été entourés par la troupe, c'est-à-dire par la réserve spéciale de Vorkouta. Une nuit, on avait posté des mitrailleurs autour du camp. Un peu plus tard, les soldats avaient mis des mortiers en batterie.

« Quelle sera l'attitude de la troupe ? Croyez-vous qu'elle tirera sur nous ? »

C'était partout la même question. L'avis général était que, si rien ne venait compromettre le moral des soldats, ils exécuteraient les ordres de leurs chefs. Les meneurs de la grève allaient même jusqu'à souhaiter une effusion de sang.

Toutefois, la troupe se trouva vite fatiguée de cette guerre qui n'en était pas une. Les soldats couchaient dans la toundra, harcelés par des myriades de moustiques. Le sol était mou et poreux. Il pleuvait de temps à autre et les tranchées s'emplissaient d'eau. Les hommes pataugeaient dans la boue et nous les entendions se plaindre.

Un soir, assis sur le bord de la rivière, j'écoute Georges parler botanique. En face de nous, de l'autre côté du cours d'eau, un soldat monte la garde, allant et venant sur son caillebotis. Il passe et repasse à côté d'une grosse fleur pourpre qui affecte la forme d'une trompette.

« Quel dommage ! dit Georges. Cette fleur est très rare. Personne n'a été capable jusqu'ici de m'en rapporter une. »

Mais que faire ? Après mûre réflexion, je hèle le soldat.

« Excusez-moi, monsieur, fais-je avec une politesse presque exagérée. Nous serions très heureux d'avoir la fleur qui est juste à côté de vous — la rouge. »

La sentinelle regarde à ses pieds. Il lui est interdit de parler aux prisonniers, il le sait. Les ordres sont formels, mais il se montre très amical.

« Pour quoi faire ? nous demande-t-il. »

— Nous sommes botanistes. Elle nous intéresse.

— Vous êtes Allemands ?

— Oui. »

Il reprend sa marche et réfléchit. Curieuse demande... Doit-il donner cette fleur aux Allemands ou non ? Au bout de deux minutes, il nous interpelle à son tour.

« Comment voulez-vous que je vous la passe ? »

— C'est très simple. On va vous lancer une pierre entourée d'un petit morceau de papier. Faites un petit paquet de la fleur et de la pierre et renvoyez-nous le tout. »

Très obligeant, il s'exécute.

Cet incident dépeint bien les dispositions d'esprit de la troupe

à notre égard. Sur un ordre du général, elle aurait tiré sur nous sans hésiter. Mais la propagande à laquelle elle avait été soumise ne l'immunisait qu'imparfaitement : le soldat n'avait pas perdu tout sentiment humain.

Il était d'ailleurs visible que les sympathies de nos gardiens allaient à nous et, à l'exception de la brève rixe entre soldats et membres de l'escouade de ventilation, rien n'était venu troubler les bonnes relations entre les deux parties. Les gardiens auraient pu, sinon nous montrer de l'hostilité, du moins faire preuve d'un certain antagonisme. Il n'en était rien. Tout au long de la grève, ils ne firent qu'exécuter les ordres reçus. Ils obéissaient à leurs officiers, sans plus.

Les grévistes prirent bonne note de cette attitude.

La grève finie, les « rouges » démontèrent leurs mortiers et rentrèrent leurs mitrailleuses au dépôt. Les « bleus » reprirent leur service habituel. Ils se montrèrent plus polis qu'auparavant.

« Pourquoi diable avez-vous lâché ? me dit un jour l'un d'eux. Pour ce qui est de nous, on aurait tenu aussi longtemps que vous l'auriez voulu. »

Aucun d'entre nous n'a jamais douté de ce que Staline aurait fait en semblable occasion. Il aurait écrasé la grève sans tenir compte des pertes de vies humaines ou de matériel. Rien n'illustre mieux l'embarras du nouveau gouvernement que la faiblesse de sa réaction. Les dirigeants craignaient par-dessus tout une extension du mouvement. Aussi se montrèrent-ils très prudents.

Le charbon de Vorkouta alimente toute la région de Leningrad, cœur de l'industrie soviétique. C'est à Leningrad qu'on fabrique instruments de précision, équipement électrique, verres d'optique et pièces de machines. Leningrad est la zone industrielle la plus vulnérable de l'Union Soviétique. C'est le berceau des révolutions russes. Nous comptons parmi nous bon nombre d'ouvriers de cette région et ils nous dépeignaient avec précision l'état d'esprit de leurs camarades. Le mécontentement est profond, nous disaient-ils. Une pénurie générale de charbon aurait désorganisé l'industrie et encouragé puissamment les adversaires du régime soviétique. On avait pu craindre à tout instant une répercussion des grèves de Vorkouta. N'éprouvions-nous pas nous-mêmes l'effet stimulant des démonstrations du 17 juin ? Celui des désordres de Vorkouta aurait pu être dévastateur.

La prudence et l'indécision furent les traits dominants de l'action gouvernementale. Les chefs du Kremlin étaient inquiets ; ils ne savaient pas ce qui se préparait. Bien évidemment, ils étaient

résolus à mettre fin à la grève, mais ils prenaient grand soin de ne rien faire qui risquât d'aggraver la situation. Avant tout, ils voulaient éviter une explosion. Ils voulaient maîtriser le feu et l'étouffer.

A la lecture des premiers rapports de Derevianko, le Kremlin fit de son mieux ; il envoya à Vorkouta une commission d'enquête chargée d'étudier rapidement la situation et de lui rendre compte.

Cette commission se composait d'une trentaine d'officiers qui, venus par avion, atterrirent sur le petit champ d'aviation de Vorkouta. Elle avait à sa tête le général Maslennikov, deux fois héros de la défense de la patrie et détenteur de l'ordre de Lénine. Elle n'avait aucun pouvoir de décision. C'était strictement une commission d'enquête. Elle s'installa dans un petit camp voisin du camp 8 et fit comparaître devant elle tous les meneurs et grévistes déjà arrêtés. Un prisonnier allemand qui avait séjourné trois semaines dans ce camp me conta par la suite son histoire :

« Nous étions, me dit-il, dispensés de travail et l'on nous traitait avec la plus grande considération. Nous recevions les rations normales et passions nos journées à nous chauffer au soleil. On me convoqua le lendemain de l'arrivée de la commission et je fus interrogé par un officier. Il se montra très poli et traita de la question de façon purement objective. Il me demanda les motifs de ma condamnation et les raisons qui m'avaient poussé à faire grève. Je lui répondis que j'étais totalement innocent, que j'avais été injustement condamné à quinze ans de bagne. Il nota le tout sur une immense feuille de papier et me congédia. Il en fut de même pour tous les camarades. Ces gens voulaient simplement se renseigner exactement sur les raisons du mouvement. »

La commission travailla huit jours et repartit par avion comme elle était venue.

Puis, un jour, nous entendîmes une violente fusillade, ponctuée du crépitements des mitrailleuses. Cela venait du côté des puits n°s 7, 14/16 et 29.

Le même soir, l'un des chirurgiens de notre camp, Blagodatov, dut partir pour une destination inconnue. Il revint huit jours plus tard et il nous fit le récit de ce qui s'était passé au puits n° 29.

Les grévistes s'étaient réunis pour élire un comité devant comprendre des membres des diverses nations représentées au camp.

Ce comité était allé voir le commandant pour l'informer que les prisonniers avaient décidé de prendre en main l'administration du camp. Il garantissait que la loi et l'ordre seraient respectés,

mais exigeait, pour éviter toute friction, qu'on retirât immédiatement le service de garde — officiers et soldats.

Le commandant y avait consenti.

On avait aussitôt organisé une police recrutée parmi les prisonniers et relâché les détenus pour faits de grève et autres délits non criminels. Les informateurs les plus notoires du N. K. V. D. avaient pris la place des détenus, par mesure de protection.

Un bref inventaire des magasins avait permis de se persuader que le camp avait à sa disposition un mois de vivres. Aussi les rations individuelles avaient-elles été légèrement augmentées. La cantine avait vendu toutes ses réserves aux prisonniers et l'argent recueilli avait été remis au commandant. Cinq porcs nourris des déchets de la cuisine avaient été abattus. (Le premier soin des autorités du camp 6, instruites alors par l'expérience, fut de mettre aussitôt les porcs en sûreté.)

Au camp 29, les exigences des grévistes ne différèrent pas sensiblement de celles des autres camps : enlèvement des barbelés, révision des procès politiques et réduction des peines prononcées. Mais, comme au camp 7, le comité de grève refusa de traiter avec les autorités locales. Il exigea la présence d'un plénipotentiaire du Comité central du parti communiste ou du gouvernement soviétique. Deux tentatives faites par le général Derevianko pour haranguer les prisonniers en public furent vaines. Le comité du camp profita seulement de ces réunions pour exalter le moral des grévistes.

Entre temps, le camp avait été cerné par la troupe. Mitrailleuses et mortiers avaient été mis en batterie. Comme aucune des parties ne voulait céder, il n'avait pas été possible d'arriver à un compromis. La situation se tendait. On allait à la crise.

C'est le lendemain que le chirurgien Blagodatov devait rejoindre le camp 29 où les événements s'étaient précipités.

Dès que les troupes furent en place et prêtes à donner l'assaut — le général Derevianko avait présidé en personne à ces préparatifs et nous, pendant la nuit, assistions au passage des camions bondés de fantassins — on envoya un parlementaire aux grévistes pour les sommer de se rendre. Cet émissaire, un officier, se comporta de façon si provocante que les prisonniers le maltraitèrent. Une seconde tentative, par haut-parleur, ne donna rien non plus. Les grévistes se massèrent devant la grande porte du camp. Ils se tenaient par les bras et formaient une masse compacte, une phalange massive. Des cris fusaient :

« Allez-y donc ! Mieux vaut mourir que vivre de cette façon ! »

Les Ukrainiens chantaient des hymnes nationaux.

Derevianko donna l'ordre de prendre le camp par la force.

Les soldats enfoncèrent la grande porte et se heurtèrent aux premiers rangs des prisonniers offrant une cible facile.

« En arrivant au camp, me conta Blagodatov, je trouvai deux cents blessés graves respirant encore, la plupart atteints au ventre ou à la poitrine. Il y avait parmi eux une douzaine d'Allemands. Soixante-quatre prisonniers avaient été tués sur le coup, dont quatre Allemands. On ne pouvait espérer sauver beaucoup de blessés, trop faibles pour résister aux infections. D'ailleurs, nous manquions d'instruments et de bandes, de place et de personnel entraîné.

« Nous opérâmes toute la semaine. Les blessés mouraient en masse. »

Notre camp fait la grève depuis trois jours. Un peu avant midi, les gardiens annoncent qu'un meeting va se tenir devant la cantine. Le général Derevianko en personne va parler. En quelques minutes, mille hommes se groupent autour d'une petite table derrière laquelle on a placé deux chaises. Le général apparaît, escorté du seul commandant du camp. C'est un homme d'une cinquantaine d'années, de taille moyenne, aux cheveux grisonnants coupés très court, une tête large, très russe, intelligente. Il est élégamment vêtu et ses épaulettes d'or brillent au soleil.

Nous ne savons encore rien de la fusillade du camp 29, dont il est l'auteur.

Le brouhaha des voix cesse et le silence se fait. Le général parle d'un ton paternel, très habilement. Il connaît bien ses moujiks.

« Ces derniers jours, dans certains camps, certains faits se sont produits qui ne peuvent que nuire aux intérêts de tous. Des agitateurs sans scrupules ont incité les camarades désireux de travailler à faire grève. Cela ne peut que porter tort à la communauté.

« Vous savez fort bien ce que l'autorité supérieure a fait et ce qu'elle continue de faire pour améliorer vos conditions de vie. Les vieux baraquements ont été rasés et remplacés par des constructions neuves. On a édifié un vaste hôpital. La faim et le scorbut ne sont plus que des souvenirs. Sur vos tables, vous trouvez tout le pain que vous pouvez manger, à discrétion. Et ce n'est qu'un commencement ! D'autres améliorations sont imminentes. La prospérité matérielle de notre pays s'affirme chaque jour davantage et vous en ressentez les effets. Le gouvernement se propose d'augmenter vos salaires.

« Vous avez eu tort de suivre les conseils intéressés de certains agitateurs et fauteurs de troubles. Vous ne faites ainsi que retarder

les améliorations prévues. Mais vous n'êtes pas coupables, je le sais. Les responsables, ce sont les ennemis du peuple et de la nation qui se dissimulent dans vos rangs ; ce sont eux qui vous ont détournés de votre devoir.

« Dans certains camps, ils ont déjà reçu le juste châtiment de leurs fautes. Il en sera de même ici.

« Soyez raisonnables. Reprenez le travail dès demain ! Ne vous nuisez pas à vous-mêmes ! Les autres puits ont recommencé à produire. Poursuivre cette grève est désormais sans objet.

« Quelqu'un a-t-il une réclamation à faire ? »

Une main se lève.

« Vous ne pouvez parler que d'un sujet vous concernant personnellement », précise le général.

Le prisonnier expose son cas.

« Faites une pétition.

— J'en ai déjà adressé sept aux bureaux, réplique l'homme. En deux ans. Quand on m'a répondu, ça été par un refus.

— Adressez-moi une requête personnelle, aujourd'hui même. La question sera réglée sans délai.

— Merci, dit le prisonnier.

— Une autre question ? demande le général.

Un Allemand lève la main.

« Pourquoi n'avons-nous pas le droit d'écrire chez nous ? »

— Je m'étonne que vous ne l'ayez pas déjà fait. Le gouvernement a donné son assentiment sur le principe.

— Quand nous renverra-t-on chez nous ?

— Tous les étrangers, y compris les Allemands, partiront bientôt. Probablement avant la fin du mois d'août. Quelqu'un a-t-il autre chose à dire ? »

Un silence.

Cette réunion impromptu faisait partie d'un plan assez habile. Pris au dépourvu, le comité de grève n'avait pas eu le temps de désigner un orateur. D'ailleurs, à quoi bon courir de nouveaux risques alors que le travail avait repris dans les autres camps ?

Le même jour, les Allemands écrivaient des lettres à leurs parents :

« Le général l'a permis. »

Les lettres devaient séjourner pendant trois mois sur la table du censeur, puis revenir à leurs signataires sans même avoir été ouvertes.

Partirions-nous vraiment au mois d'août ?

En fait, ce n'était pas tant par calcul que les prisonniers

s'étaient lancés dans la grève que pour respirer plus librement, se détendre enfin. Cette grève, c'était le premier défi au régime soviétique, un fait inouï que personne n'avait osé croire possible dans ses rêves les plus fous.

Rien là pourtant que de pleinement justifié. Si les concessions faites par le gouvernement ne représentaient qu'une fraction infinitésimale des revendications des prisonniers de Vorkouta, ce recul de l'autorité supérieure constituait en soi quelque chose de stupéfiant. La grève était un succès sensationnel pour cette seule raison : elle prouvait qu'il était possible en Union Soviétique d'user de la grève avec une impunité relative.

Bon nombre de prisonniers n'en jugeaient pas moins que, pratiquement, la grève avait échoué.

Un soir, j'allai voir Gribowski, le vieux spécialiste de l'agitation révolutionnaire, sur la brèche depuis plus de vingt ans. Il avait, en son temps, monté des centaines de grèves avec la conviction enthousiaste que certains mettent à organiser des matches de boxe, des courses de chevaux ou des ventes aux enchères. Cette grève était la première à laquelle il eût pris part sans y avoir mis du sien. En tant qu'étranger et qu'ancien communiste, il restait en dehors des groupes nationaux de résistance.

Je le trouvais assis sur un banc, devant son baraquement, ruine toujours imposante de vieux révolutionnaire. Il se roulait une cigarette de *makhorka* dans un morceau de la *Pravda*.

— Alors, *tovaritch* ? Que pensez-vous de cette grève ?

La *Pravda* s'évanouissait doucement en une fumée bleue tournoyant au-dessus de nos têtes.

Gribowski tourna vers moi son visage tanné par les intempéries. Ses yeux bleus, affaiblis par cinq ans passés dans les cellules de la Loubianka, se fixèrent sur moi :

« L'histoire des sociétés humaines se résume dans la lutte des classes », murmura-t-il sans ironie.

Ce vieux révolutionnaire n'était-il pas la preuve vivante du vieil adage qui prétend que la révolution dévore toujours ses propres enfants ?

« Vous en savez autant que moi. Nous avons tous deux été élevés à la même école, ajouta-t-il, non sans malice. Celle du matérialisme dialectique.

— Si vous aviez eu à organiser cette grève, commençai-je, si elle avait été une des nombreuses grèves que vous meniez il y a vingt ans...

— Si cela avait été *ma* grève, interrompit Gribowski, croyez bien que les choses se seraient passées tout autrement ! »

Peut-être avait-il raison, je ne sais. Mais il ne faut pas oublier les conditions très particulières de ce mouvement de Vorkouta. On ne peut pas en juger à la mesure européenne. De nombreux facteurs inhérents au milieu « capitaliste » faisaient ici complètement défaut. Impossible de parler d'opinion publique pour ou contre les grévistes. Il n'y avait pas eu, à proprement parler, d'élections syndicales : les meneurs s'étaient imposés eux-mêmes. Il avait été également impossible de présenter des revendications cohérentes, réfléchies. Nous manquions d'expérience syndicale. C'était une grève d'origine clandestine, préparée à l'abri des regards du N. K. V. D. Le problème, on le voit, était infiniment plus complexe que celui d'une grève en pays capitaliste. La plupart des prisonniers vivaient une grève pour la première fois de leur vie. Ainsi que Gribowski le disait, ils avaient l'inexpérience des ouvriers des premiers âges du capitalisme, ou des serfs russes de 1880. Tout était nouveau pour eux, improvisé. Les camps étaient isolés les uns des autres, ils ne pouvaient pas s'entraider. Chaque camp mena sa grève à sa façon.

Des erreurs furent commises, il faut le reconnaître.

Nulle part les meneurs n'ont fait usage de la forme de grève la plus efficace de toutes, la grève « sur le tas ». Ce n'est pas dans les camps, c'est à la mine qu'il aurait fallu combattre, pour la simple, l'unique raison qu'elle était le « réduit » stratégique du prisonnier. Pas un garde, pas un officier « rouge » ou « bleu » tenant à la vie ne se serait risqué à descendre au fond.

Dans la mine, il eût été possible de faire une propagande ouverte et efficace. On aurait pu tenir de petites réunions, auxquelles il ne fallait pas songer au camp, en présence des « informateurs ». Et les groupes de choc des grévistes auraient pu s'emparer des points stratégiques, des positions clefs telles que les élévateurs principaux et les wagons, exerçant ainsi leur autorité sur la mine tout entière.

Le fait que les prisonniers en grève ne sortaient pas de leurs camps permettait au N. K. V. D. de déceler, d'isoler et de paralyser les éléments les plus actifs. Cette situation facilitait la propagation des fausses nouvelles et des promesses fallacieuses. Bref, elle mettait le N. K. V. D. à même de juguler rapidement le mouvement.

C'est peut-être à cette erreur fondamentale que se mesurait le mieux l'inexpérience des grévistes. Pour le reste, les groupes de résistance n'en avaient pas moins montré beaucoup de courage et d'allant, et reçu bravement le baptême du feu. De cette grève, une leçon demeure, inoubliable : l'administration a traité les prison-

niers avec beaucoup plus de mansuétude qu'on n'en pouvait attendre d'elle.

C'est qu'un gigantesque bain de sang aurait affecté trop gravement la vie économique de l'Union Soviétique.

La grève cessa aussi brusquement, aussi mystérieusement qu'elle avait débuté. Dans la soirée, les premières rames de charbon commencèrent à arriver des puits. Le général avait dit vrai. Les autres camps travaillaient. Le camp 6 ne pouvait qu'imiter ses voisins. Il ne pouvait tenir seul.

Ce soir-là, il y eut beaucoup d'entretiens à voix basse dans les baraquements. On s'étonnait que le travail eût repris aussi vite. La grève marchait si bien ! Elle était si populaire ! Même les vieux moujiks invalides étaient sortis de leur trou pour nous crier :

« Allez-y, les enfants ! Donnez à ces salauds la leçon qu'ils méritent ! Plus une tonne de charbon pour le plan ! »

Ils soupiraient maintenant, déçus :

« Nous pensions que vous tiendriez jusqu'à ce que tombent les barrières. »

Une vague de dépression submergeait cette foule prisonnière. Que faire pour sauver cette bataille si bien commencée ? Rien. Absolument rien. Et chacun de penser à soi, aux vingt-cinq ans de baigne qui pesaient sur ses épaules amaigries. De certitude, leur vie n'en présentait qu'une, et c'était celle-là. Allongés sur leurs paillasses, les yeux grands ouverts dans la nuit, les prisonniers se posaient tous la même question : « Que faire ? »

Réveillés par le clairon le lendemain matin, ils se levèrent et répondirent à l'appel. Personne ne resta en arrière. Il semblait qu'il n'y eût jamais eu de grève. Rien de plus qu'un beau rêve.

Une autre fin était-elle concevable ? Le gouvernement soviétique possède le plus formidable appareil de sécurité qui ait jamais existé ; il a la plus grande armée du monde, une police secrète dont personne n'a jamais pu mesurer l'importance et une police régulière du type paramilitaire. La grève de Vorkouta pouvait-elle s'achever autrement que par une capitulation des prisonniers non accompagnée de concessions gouvernementales de quelque importance ?

Les puits avaient repris leur activité. L'industrie de Leningrad n'était plus en danger.

De toute l'affaire, que restait-il ?

La grève avait eu lieu, et c'était là l'essentiel. Elle avait exercé un effet profond non seulement sur les prisonniers, mais encore sur la population civile de l'Union Soviétique.

« Nous avons su très vite que vous étiez en grève, nous disaient deux mois plus tard les élèves de l'Ecole des Mines de Leningrad venus travailler à Vorkouta. Les arrivages de charbon se sont brusquement réduits et nous n'avons pas de stocks. Nous suivons le plan, c'est tout. Et chacun sait à quel point les plans sont choses vulnérables. »

A Leningrad, la grève fut bientôt populaire. Les nouvelles apportées par les mécaniciens des trains de charbon se répandirent avec rapidité. Au bout de quelque temps, les prisonniers ayant leur famille à Leningrad commencèrent à recevoir des lettres dans lesquelles on s'enquérât prudemment des événements.

Cette grève était la première démonstration positive contre le gouvernement depuis la mutinerie des marins de Cronstadt en 1921. Elle détruisait le mythe de l'intangibilité du système. Pour l'attaquer, les travailleurs n'avaient qu'à user des méthodes mêmes dont ses maîtres recommandaient l'emploi aux ouvriers des pays capitalistes. L'économie de l'Union Soviétique est d'ailleurs beaucoup plus vulnérable à cette forme d'attaque que la société capitaliste. Cette armée de millions de prisonniers tient littéralement dans ses mains toute la production des matières premières de base. Une grève étendue à tous les territoires administrés par le N. K. V. D. ébranlerait le système économique soviétique jusque dans ses fondements.

Tout pousse à une nouvelle grève. Les prisonniers n'ont bénéficié d'aucune réduction de peine. Il n'y a pas eu d'amnistie. Les esclaves de Vorkouta vivent toujours derrière les barbelés, comme leurs frères des autres camps de travail.

Et c'est pour cette raison que le combat va se poursuivre. La grève était à peine terminée que, déjà, les groupes de résistance analysaient leurs erreurs. Ils ne les commettront plus ; l'expérience les a instruits.

A Vorkouta, les dernières neiges fondent au début du mois de juin. Ce n'est qu'en été que le climat se fait l'allié des prisonniers. C'est en été qu'il faut faire grève.

Les événements du 17 juin 1953 à Berlin et ceux de Vorkouta, six semaines plus tard, présentent beaucoup de points communs ; mais il est pourtant entre eux une différence fondamentale. A Berlin, les Soviétiques n'hésitèrent pas à employer la force. A Vorkouta, la grève se poursuivit plusieurs semaines. Moscou savait très bien qu'en réprimant au cœur du pays un mouvement de grève avec la brutalité dont il avait usé à Berlin, il aurait couru un immense danger. Une ville placée aux confins de ce nou-